

SÉNAT DE BELGIQUE

SÉANCE DU 21 MARS 1929

Rapport de la Commission de l'Intérieur et de l'Hygiène chargée de l'examen du Projet de Loi portant revision des Titres IV à XI du Code électoral.

(Voir le n° 105 du Sénat.)

Présents : MM. le vicomte BERRYER, président; vicomte Adrien VILAIN XIII,
CARPENTIER, MAHIEU, NOLF et LIGY, rapporteur.

MADAME, MESSIEURS,

Ainsi que le mentionne l'Exposé des motifs du projet de loi, les propositions soumises à l'approbation des Chambres législatives tendent avant tout à coordonner les textes de nos lois électorales et à en éliminer les dispositions périmées ou caduques. Les innovations et modifications sont, en réalité, peu nombreuses. Votre Commission les a examinées dans l'ordre où elles se présentent dans le projet.

I

ART. 88. — *Circonscriptions cantonales.*

L'article 137 du Code électoral prescrit que les arrondissements administratifs sont divisés, pour les opérations de l'élection, en cantons électoraux dont les limites et le chef-lieu sont, en principe, les mêmes que ceux des cantons de justice de paix.

Le projet de loi de réduction du personnel des cours et tribunaux a envisagé une diminution considérable du nombre des justices de paix et il a été prévu que dans la plupart des cantons judiciaires où les juges viendraient à disparaître par décès ou démission, des magistrats

d'un canton voisin seraient chargés de remplacer le juge de paix disparu.

Comment sera-t-il agi dans ces cas, pour la présidence des opérations électorales confiée par nos lois au juge cantonal? Le projet maintient très sagement, au point de vue du vote, les circonscriptions cantonales actuellement existantes, en confie la présidence aux juges de paix titulaires, là où ils sont restés en fonctions ou ont été remplacés par un nouveau juge, en confie la présidence, dans les cantons supprimés, à l'un des juges suppléants y domiciliés ou à un électeur du canton supprimé à désigner par le juge de paix chargé du service dans le canton.

Votre Commission s'est unanimement ralliée à cette disposition du projet.

II.

ART. 90. — *Détermination du nombre des électeurs par bureau électoral.*

La Commission estime qu'il serait prudent de ne pas appliquer aux prochaines élections la disposition de l'alinéa 2 de l'article 90 trop tardivement envisagée pour entrer en vigueur dès cette année. Elle propose d'ajouter au projet un article 242 ainsi conçu :

« La disposition de l'alinéa 2 de l'arti-

de 90 ne sera pas applicable à la répartition des électeurs en sections de vote en vue des élections ordinaires de 1929. »

III.

ART. 92. — *Justification du droit de vote de certains membres de l'armée.*

Présenté par un membre de la Commission, le texte suivant, plus précis que celui du projet, a été admis en remplacement de l'alinéa 4 de l'article 92 :

« Trente jours avant l'élection ou, en cas d'élection extraordinaire, dans le plus bref délai possible, les chefs de corps délivrent individuellement pour chacun des sous-officiers, caporaux et soldats placés sous leurs ordres, qui ont atteint ou atteindront l'âge de vingt et un ans au plus tard le 1^{er} mai de l'année de la mise en vigueur des listes qui serviront à l'élection, un certificat constatant que l'intéressé compte au moins trois ans de service actif au jour fixé pour le scrutin. Ces certificats qui indiqueront ... etc. (la suite comme au projet) ».

IV.

ART. 89, 148, 150, 152, 155, 157, 161. — *Opérations de dépouillement du scrutin.*

Les modifications prévues n'offrent pas grand intérêt et n'ont pas soulevé d'objections.

L'article 157, toutefois, qui admet comme valable le bulletin renfermant à la fois un vote en tête d'une liste et un vote de préférence en faveur d'un des candidats de celle-ci et qui décide qu'en ce cas le vote de préférence est seul pris en considération, a donné lieu à un intéressant échange de vues. Un membre a objecté à cette disposition nouvelle qu'elle est contraire aux principes de la représentation proportionnelle. Celui qui vote en tête

de liste n'émet pas seulement un vote pour un parti, il approuve aussi l'ordre de présentation des candidats de la liste. Au contraire, celui qui vote à côté du nom d'un des candidats de la liste, désapprouve l'ordre de présentation, bien qu'il émette un vote de parti. Voter à la fois en tête de la liste et à côté du nom d'un des candidats, c'est donc émettre deux votes contradictoires.

Voici, au surplus, ce que disait à cet égard M. le Ministre Vanden Heuvel (Voir Scheyven, *Droit électoral*, tome IX, p. 655) :

« Dans le projet primitif du Gouvernement, comme dans le projet actuel, il importe de laisser à l'électeur la faculté de voter de quatre manières différentes. L'électeur doit pouvoir ou bien déclarer qu'il accepte l'ordre de présentation pour les titulaires et les suppléants. S'il est de cet avis, il vote en tête de la liste. Il doit pouvoir dire qu'il n'accepte que l'un de ces deux ordres de présentation et pouvoir dire aussi qu'il les rejette tous deux. S'il n'accepte que l'ordre de présentation des effectifs et s'il rejette l'ordre de présentation pour les suppléants, il donne un vote nominatif à l'un des suppléants. S'il admet l'ordre de présentation des suppléants et s'il entend modifier l'ordre de présentation des effectifs, il se borne à donner un vote nominatif à l'un des candidats effectifs. S'il veut réformer à la fois l'ordre de présentation des candidats effectifs et l'ordre de présentation des candidats suppléants, il peut donner un vote nominatif à l'un des candidats effectifs et un autre vote nominatif à l'un des candidats suppléants. Voilà les quatre manières de voter.

» Dans le projet primitif, l'électeur qui voulait accepter l'ordre de présentation pour les effectifs, mais qui se proposait de rejeter ou de modifier l'ordre de présentation pour les suppléants devait donner deux coups de tampon, d'abord, un coup de tampon en tête de la liste et ensuite, un coup de tampon à côté d'un suppléant. Dans le projet amendé,

une modification a été introduite à cet égard. Il n'est plus nécessaire pour cet électeur qui veut uniquement modifier l'ordre de présentation pour les suppléants de voter en tête de la liste, il peut se borner à voter à côté du suppléant.

» M. VANDERVELDE. — Il peut faire les deux également.

» M. VANDEN HEUVEL. — Non! et je vais expliquer pourquoi.

» Le Gouvernement a introduit cette modification pour deux raisons. D'abord, pour simplifier les opérations et permettre à l'électeur d'émettre un vote significatif au moyen d'un seul coup de tampon lorsqu'un seul coup de tampon suffit. Ensuite, pour éviter certains inconvénients, le Gouvernement a craint que, si l'on maintenait l'obligation pour l'électeur, ne voulant modifier que l'ordre des suppléants, de voter tout à la fois en tête et à côté du nom d'un suppléant, ce système n'entraînât, dans la pensée de beaucoup de citoyens, une certaine confusion. L'électeur pourrait être amené à croire qu'il lui est aussi permis de voter en tête et à côté du nom d'un effectif.

» Afin de mettre les citoyens en garde contre toute erreur, le Gouvernement a pris la résolution de présenter un système qui lui semble plus simple et plus logique. Il est déclaré à l'électeur qu'il peut ou bien voter en tête et qu'alors il accepte les deux présentations, ou bien voter à côté et qu'alors il accepte la présentation qu'il ne modifie pas. »

Contrairement à ces données, le projet du Gouvernement admet la validité du vote donné en tête de liste et à côté du nom d'un candidat, avec cette restriction, toutefois, que, seul, sera pris en considération, le vote à côté du nom. Il sera compté, d'après les règles sur la matière, comme vote de préférence.

Le motif de la modification est vraisemblablement que d'assez nombreux

votes donnés en tête de liste et à côté du nom d'un candidat titulaire ou suppléant ont dû, en vertu des dispositions du Code, être déclarés nuls, alors qu'ils ne sont l'indice d'aucune intention frauduleuse. Trois membres de la Commission se sont ralliés à la modification proposée.

V.

ART. 94. — *Mission du bureau principal.*

Cet article, qui modifie ou coordonne les articles 142 et 146, dernier alinéa, du Code électoral, n'a soulevé aucune objection.

VI.

ART. 101 et 126. — *Jetons de présence.*

Un membre a proposé que les jetons de présence fussent portés à sept fois le taux de 1914. Bien que cette majoration ait paru excessive à quelques membres, la proposition a été admise par la majorité de la Commission.

VII.

ART. 102. — *Suppression de l'affichage de la liste des bureaux de vote.*

Avec infiniment de raison et en vue d'éviter des frais énormes d'impression et d'affichage, le projet supprime l'obligation, prévue par l'alinéa 3 de l'article 150 du Code, de rendre publique par voie d'affiche la composition des bureaux de vote. Cette mesure, utilement remplacée par les dispositions de l'article 102 du projet, sera certainement adoptée par le Parlement.

VIII.

ART. 115 à 119; 126 à 129; 133 à 135 et 137.

Présentation des candidats.

A. — ART. 116.

1. Le paragraphe 7 de cet article prescrit que si des électeurs présentants ne figurent pas sur les listes de la commune chef-lieu d'arrondissement, il est joint à l'acte de présentation un extrait de la liste électorale de la commune où ils sont inscrits.

La raison en est que le bureau principal, étant en possession des listes électorales de la commune chef-lieu d'arrondissement, est en mesure de procéder à la vérification de la qualité d'électeur des présentants domiciliés au chef-lieu, ce qui n'est pas le cas pour les présentants des autres localités de l'arrondissement.

2. Le paragraphe 9 oblige les candidats acceptant, à joindre à leur déclaration d'acceptation un extrait de leur acte de naissance.

Votre Commission est d'avis que cette formalité, qui peut obliger les acceptants à des démarches que le court espace de temps qui leur est donné pour les accomplir ne leur permettrait pas de réaliser, est d'autant plus inutile qu'il n'appartient pas au bureau principal de statuer sur l'éligibilité des candidats (art. 120, § 1^{er}).

A l'unanimité de ses membres, votre Commission en propose la suppression.

3. Votre Commission est d'avis que le douzième alinéa de l'article devrait être complété et rédigé comme suit :

« Ils peuvent, dans le même acte, désigner un témoin et un témoin suppléant pour assister aux séances du bureau principal prévues aux articles 119, 125 et 163, et si des candidats avaient, dans des actes d'acceptation séparés, désigné des personnes différentes, les

désignations signées par le candidat le premier en rang dans l'ordre de présentation, seraient seules prises en considération. L'alinéa 3 de l'article 131 n'est pas applicable à ces témoins. Ceux-ci ont le droit de faire insérer leurs observations dans les procès-verbaux. »

B. — ART. 118.

Au sujet du deuxième alinéa de cet article, un membre de la Commission a présenté un amendement tendant à la suppression de cet alinéa.

L'article 256, paragraphe 2, du Code électoral porte ce qui suit : « Nul ne peut être candidat en même temps dans plus d'un collège électoral ». Or, cette disposition, très sage, de l'avis de l'honorable membre, est renversée par le projet qui admet à l'article 118, paragraphe 2, qu'un candidat titulaire dans un collège électoral, peut être candidat suppléant pour l'une ou pour l'autre Chambre dans un second collège ».

Cette disposition, qui ouvre la porte aux candidatures multiples, est, d'après lui, dangereuse; le principe a, d'ailleurs, été, en 1899, rejeté par les Chambres et il a proposé à la Commission de la repousser.

A l'unanimité de ses membres, la Commission s'es ralliée au sentiment de cet honorable collègue et a voté la suppression dans l'article 118 des mots : « ou candidat suppléant pour l'une ou pour l'autre Chambre dans un second collège ».

G. — ART. 136.

L'alinéa 1 de l'article porte :

« Les déclarations de groupement doivent être remises par un des signataires au moins, au président du bureau central provincial..... »

Votre Commission interprète cette disposition en ce sens qu'il suffit qu'un seul des signataires des déclarations de

groupement des divers arrondissements apparentés présente au président du bureau provincial la déclaration des listes groupées. Il ne faudra donc pas qu'un signataire par arrondissement effectue ce dépôt.

La Commission espère que M. le Ministre voudra ratifier par une déclaration formelle cette interprétation.

IX.

ART. 117 et 171. — *Augmentation du nombre des candidats suppléants.*

Répondant à un désir manifesté à diverses reprises au Parlement, le projet, en vue d'éviter, autant que possible, les élections partielles, augmente le nombre des candidats suppléants à présenter lors de l'élection (art. 117) et celui du nombre des candidats suppléants à proclamer élus (art. 171).

A l'unanimité de ses membres, la Commission propose au Sénat d'approuver les dispositions de ces articles.

X.

ART. 120. — *Présentation d'inéligibles.*

L'article 120 du projet consacre en son alinéa 2 une importante innovation.

Après avoir proclamé au paragraphe 1^{er} le principe que le bureau principal n'a pas qualité pour juger de l'éligibilité des candidats, il ajoute, au paragraphe 2, que « le président du bureau principal raye d'office ou sur réclamation, des listes admises, les noms des candidats qui sont privés du droit d'éligibilité à raison d'une condamnation à une peine criminelle ».

L'Exposé des motifs énonce que « cette mesure ne permettra pas d'écarter tous candidats dont l'inéligibilité pourrait cependant être notoire, mais que, seuls, les candidats privés du droit d'éligibilité en raison d'une condamnation criminelle, peuvent être rayés ».

Même dans cette limite restreinte, le projet n'est-il pas en opposition avec l'article 34 de la Constitution, qui réserve à chaque Chambre le droit de vérifier les pouvoirs de ses membres et de juger les contestations qui s'élèvent à ce sujet ?

Votre Commission ne le croit pas.

Lorsque le pouvoir judiciaire frappe un inculpé d'une peine emportant privation du droit d'éligibilité, il agit dans la plénitude des pouvoirs qu'il tient de la loi et sa décision doit être respectée par le pouvoir législatif à raison même des principes qui régissent la matière de la séparation des pouvoirs. Si les Chambres ont le droit absolu de vérifier les pouvoirs des élus, c'est tout de même à la condition que puissent être élus ceux qui entendent se présenter aux suffrages des électeurs. Or, quand le pouvoir judiciaire a, en vertu des lois du peuple belge, frappé un citoyen d'inéligibilité, il ne se concevrait pas qu'un autre pouvoir de l'Etat infirmât pareille décision. Il se conçoit moins encore que le condamné, au mépris de la chose jugée, soit en droit de présenter sa candidature au corps électoral. Et il ne peut, en la matière, être question de vérification de pouvoirs, parce qu'en vertu d'un arrêt de justice, souverain et irrévocable, ces pouvoirs ne peuvent être conférés à un condamné privé du droit d'éligibilité.

Aussi, votre Commission a-t-elle l'honneur, à l'unanimité de ses membres, de proposer au Sénat l'adoption de l'article 120, paragraphe 2, du projet.

XI.

ART. 127 et 128. — *Listes des candidats.*

Votre Commission estime qu'il conviendrait d'ajouter au texte de l'article 127 les mots « conformément au modèle II annexé au présent Code » et d'ajouter à l'article l'alinéa suivant :

« La liste des candidats est immédiate-

ment affichée dans toutes les communes du collège. L'affiche reproduit, en gros caractères, à l'encre noire, les noms des candidats, en la forme du bulletin électoral tel qu'il est déterminé ci-après, ainsi que leurs prénoms, profession et domicile. Il reproduit aussi l'instruction I annexée à la présente loi. A partir du quinzième jour précédant celui du scrutin, le président du bureau principal communique la liste officielle des candidats à ceux-ci et aux électeurs qui les ont présentés, s'ils le demandent ».

D'autre part, l'article 128 devrait être complété par le texte ci-après, reproduit de l'ancien article 254, paragraphe 4 du Code, et qui prendrait place entre le deuxième et le troisième alinéa :

« Lorsqu'à raison de la multiplicité des listes de candidats régulièrement présentées, il est impossible de réserver une colonne distincte du bulletin à chaque liste incomplète, le bureau peut décider que deux ou plusieurs listes incomplètes figureront dans une seule et même colonne. Dans ce cas, l'ordre de classement des listes incomplètes sur le bulletin de vote est déterminé par un tirage au sort spécial à ces listes. »

XII.

ART. 142 et 147. — *Opérations du vote.*

1^o La disposition de l'article 142 n'a soulevé aucune opposition ;

2^o L'article 147, alinéa 5, contient une lacune. Le texte doit être précédé des mots : « En cas d'élection simultanée pour le Sénat et la Chambre des Représentants ».

XIII.

ART. 151 et 161. — *Du dépouillement du scrutin.*

A l'unanimité de ses membres, la

Commission, hostile aux innovations qu'introduisent l'article 151 et l'alinéa pénultième de l'article 161, vous propose la suppression de ces dispositions du projet, considérées comme étant de nature à compliquer inutilement les opérations du dépouillement.

ART. 162 et 175. — *Renvoi des pièces ayant servi à l'élection.*

Le vote et le dépouillement terminés, les présidents de bureau ont à expédier des pièces au bureau de poste, au gouverneur de province et au greffe du tribunal de la justice de paix.

S'il est indispensable que le procès-verbal de dépouillement et la liste des absents soient remis à la poste pour être adressés au président du bureau principal et au magistrat cantonal, tous les autres documents relatifs à l'élection ne pourraient-ils être réunis en un seul colis pour être adressés au bureau principal d'où ils seraient transmis là où il appartiendrait? La besogne d'expédition des pièces devrait, au vœu de la Commission, être simplifiée autant que possible. Après une journée d'occupations qui nécessitent une attention soutenue, les présidents de bureau ne doivent pas être astreints à un classement de pièces toujours énervant. La Commission appelle sur ce point la bienveillante attention de M. le Ministre compétent.

XIV.

ART. 215 et 222. — *Election des sénateurs provinciaux et des sénateurs élus par le Sénat.*

Ces dispositions ont reçu l'approbation de votre Commission.

XV.

ART. 236 et 240. — *Entrée en fonctions des députés et sénateurs et date du premier renouvellement d'une Chambre élue après dissolution.*

Ces articles ont été adoptés sans observations.

Sous réserve des amendements for-

mulés ci-après, la Commission a l'honneur, Madame et Messieurs, de proposer au Sénat l'adoption du projet de loi.

Le Président,
Vicomte P. BERRYER.

Le Rapporteur,
A. LIGY.

**Amendements
présentés par la Commission.**

ART. 92.

Rédiger l'alinéa 4 de l'article comme suit :

« Trente jours avant l'élection ou, en cas d'élection extraordinaire, dans le plus bref délai possible, les chefs de corps délivrent individuellement pour chacun des sous-officiers, caporaux et soldats placés sous leurs ordres, qui ont atteint ou atteindront l'âge de vingt et un ans au plus tard le 1^{er} mai de l'année de la mise en vigueur des listes qui serviront à l'élection, un certificat constatant que l'intéressé compte au moins trois ans de service actif au jour fixé pour le scrutin. Ces certificats qui indiqueront les nom, prénoms, date de naissance et domicile du militaire seront transmis au bourgmestre de la commune où il est domicilié. »

ART. 101 et 126.

Remplacer les mots « vingt » et « quarante » par les mots : « trentecinq » et « septante ».

ART. 116.

1^o Supprimer à l'article 9 les mots : « ... et à laquelle est joint un extrait de leur acte de naissance »;

**Amendementen
door de Commissie voorgesteld.**

ART. 92.

Lid 4 van het artikel te doen luiden :

« Dertig dagen vóór de verkiezing of, in geval van buitengewone verkiezing, zoo spoedig mogelijk, wordt persoonlijk aan elk der onderofficieren, korporaals en soldaten onder hunne bevelen, die uiterlijk op 1 Maart van het jaar dat de lijsten voor die verkiezing van kracht worden den leeftijd van een en twintig jaar hebben bereikt of bereiken, door de korpsoversten een getuigschrift afgeleverd waaruit blijkt dat de belanghebbende op den voor de stemming bepaalden dag ten minste drie jaar actieven dienst telt. Deze getuigschriften, die naam, voornamen, geboortedatums en domicilie van den militair vermelden, worden overgemaakt aan den burgemeester van de gemeente waar hij zijn domicilie heeft ».

ART. 101 en 126.

De woorden « twintig » en « veertig » te onvangen door : « vijf en dertig » en « zeventig ».

ART. 116.

1^o In lid 9 de woorden : « ... en waarbij een uittreksel uit hun geboorteakte wordt gevoegd », te doen wegvallen.

2^o Rédiger comme suit l'alinéa 12 :

« Ils peuvent, dans le même acte, désigner un témoin et un témoin suppléant pour assister aux séances du bureau principal prévues aux articles 119, 125 et 163, et si des candidats avaient, dans des actes d'acceptation séparés, désigné des personnes différentes, les désignations signées par le candidat le premier en rang dans l'ordre de présentation, seraient seules prises en considération. L'alinéa 3 de l'article 131 n'est pas applicable à ces témoins. Ceux-ci ont le droit de faire insérer leurs observations dans les procès-verbaux. »

ART. 118.

Supprimer à l'alinéa 2 les mots :

« ... ou candidat suppléant pour l'une ou pour l'autre Chambre dans un second collègue. »

ART. 127.

1^o Ajouter à l'alinéa 1^{er} les mots :

« ... conformément au modèle II annexé au présent Code. »

2^o Ajouter un alinéa 2 conçu comme suit :

« La liste des candidats est immédiatement affichée dans toutes les communes du collège. L'affiche reproduit, en gros caractères, à l'encre noire, les noms des candidats, en la forme du bulletin électoral tel qu'il est déterminé ci-après, ainsi que leurs prénoms, profession et domicile. Elle reproduit aussi l'instruction I annexée à la présente loi. A partir du quinzième jour précédant celui du scrutin, le président du bureau principal communique la liste officielle des candidats à ceux-ci et aux électeurs qui les ont présentés, s'ils le demandent. »

2^o Lid 12 te doen luiden :

« Zij mogen, in dezelfde akte, een getuige en een plaatsvervangend getuige aanwijzen, om de bij de artikelen 119, 125 en 163 voorziene zittingen van het hoofdbureel bij te wonen en, indien kandidaten, in afzonderlijke aanvaardingsakten, verschillende personen mochten aangewezen hebben, komen alleen in aanmerking de aanwijzingen ondertekend door den eersten candidaat in de volgorde der voordracht. Lid 3 van artikel 131 is niet van toepassing op deze getuigen. Deze hebben het recht hun opmerkingen in de processen-verbaal te doen inlasschen. »

ART. 118.

In lid 2 de woorden :

« ... of opvolger voor de eene of andere Kamer in een tweede college », te doen wegvallen. »

ART. 127.

1^o Aan lid 1 de woorden :

« ... overeenkomstig het bij deze wet gevoegde model II toe te voegen. »

2^o Een lid toe te voegen luidende :

« De kandidatenlijst wordt onmiddellijk in al de gemeenten van het college aangeplakt. Op het aanplakbiljet staan, in vette zwarte letters, de namen van de kandidaten, naar den vorm van het stembiljet, zooals hierna vastgesteld, alsmede hun voornamen, beroep en woonplaats. De bij dit Wetboek gaande onderrichtingen — model I — staan er insgelijks op. Te rekenen van den vijftienden dag vóór de stemming, deelt de voorzitter van het hoofdbureel, aan de kandidaten en, desgevraagd, aan de kiezers-voordragers, de officieele kandidatenlijst mede. »

ART. 128.

Intercaler entre les alinéas 2 et 3 le texte suivant :

« Lorsqu'à raison de la multiplicité des listes de candidats régulièrement présentées, il est impossible de réserver une colonne distincte du bulletin à chaque liste incomplète, le bureau peut décider que deux ou plusieurs listes incomplètes figureront dans une seule et même colonne. Dans ce cas, l'ordre de classement des listes incomplètes sur le bulletin de vote est déterminé par un tirage au sort spécial à ces listes. »

ART. 141.

Remplacer les mots : « de l'État » par les mots : « de la Société nationale des Chemins de fer belges ».

ART. 147.

Faire précéder l'alinéa 5 des mots :

« En cas d'élection simultanée pour le Sénat et la Chambre des Représentants... »

ART. 148.

Supprimer le dernier alinéa de l'article.

ART. 151.

Supprimer l'article.

ART. 161.

Supprimer l'alinéa 11 (pénultième).

ART. 210.

Supprimer le 6^e alinéa.

ART. 128.

Tusschen lid 2 en lid 3 den volgenden tekst in te voegen :

« Wanneer, wegens het groot getal regelmatig voorgedragen kandidaten-lijsten, aan iedere onvolledige lijst op het stembiljet geen afzonderlijke kolom kan worden toegewezen, kan het bureel beslissen dat twee of meer onvolledige lijsten in een en zelfde kolom worden gebracht. In dit geval, wordt de rangschikingsorde der onvolledige lijsten op het stembiljet bij een voor deze lijsten bijzondere loting vastgesteld ».

ART. 141.

De Vlaamsche tekst blijft ongewijzigd.

ART. 147.

Den aanhef van lid 5 te doen luiden :

« In geval van gelijktijdige verkiezing voor Senaat en Kamer der Volksvertegenwoordigers worden bovenvermelde verrichtingen afzonderlijk... »

ART. 148.

Het laatste lid te doen wegvallen.

ART. 151.

Dit artikel te doen wegvallen.

ART. 161.

Lid 11 te doen wegvallen.

ART. 210.

Lid 6 te doen wegvallen.

ART. 242 (nouveau).

La disposition de l'alinéa 2 de l'article 90 ne sera pas applicable à la répartition des électeurs en sections de vote en vue des élections ordinaires de 1929.

ART. 242 (nieuw).

De bepaling van lid 2 van artikel 90 is niet van toepassing op de indeeling der kiezers in stemafdeelingen, voor de gewone verkiezingen in 1929.

BELGISCHE SENAAÏ

VERGADERING VAN 21 MAART 1929

Verslag uit naam der Commissie van Binnenlandsche Zaken en Volksgezondheid belast met het onderzoek van het Wetsontwerp tot herziening der Titels IV tot XI van het Kieswetboek.

(Zie n^o 105 van den Senaat.)

Aanwezig : de heeren Burggraaf BERRYER, voorzitter ; CARPENTIER, MAHIEU, NOLF, Burggraaf Adrien VILAIN XIII en LIGY, verslaggever.

MEVROUW, MIJNE HEEREN,

Zooals in de Memorie van Toelichting van het wetsontwerp vermeld staat, hebben de voorstellen aan de goedkeuring van de Wetgevende Kamers voorgelegd, vooral ten doel de teksten onzer kieswetten samen te schakelen en de vervallen bepalingen daaruit te lichten. De nieuwe bepalingen en de wijzigingen zijn feitelijk weinig talrijk. Uw Commissie heeft ze onderzocht in de volgorde waarin zij zich in het ontwerp voordoen.

I.

ART. 88. — *Kieskantons.*

Artikel 137 van het Kieswetboek voorziet dat de bestuursarrondissementen voor de kiesverrichtingen in kieskantons worden ingedeeld, waarvan de grenzen en de hoofdplaats in beginsel dezelfde zijn als deze van de rechterlijke kantons.

Het ontwerp tot vermindering van

het personeel der hoven en rechtbanken heeft een aanzienlijke vermindering van het aantal vrederechters overwogen en het voorziet dat in de meeste rechterlijke kantons waar de rechters zouden komen te verdwijnen door afsterven of ontslag, de magistraten van een naburig kanton zouden gelast worden den weggevallen vrederechter te vervangen.

Hoe zal men in deze gevallen te werk gaan voor het voorzitterschap van de kiesverrichtingen door onze wetten aan den kantonrechter toevertrouwd ? Het ontwerp handhaaft zeer wijselijk, voor de stemming, de thans bestaande kantonnale kiesomschrijvingen en vertrouwt het voorzitterschap toe aan de titelvoerende vrederechters daar waar zij in dienst zijn gebleven of vervangen werden door een nieuwen rechter, en vertrouwt het voorzitterschap in de afgeschafte kantons toe aan een der in deze kantons zetelende plaatsvervangende rechters of aan een kiezer van het afgeschafte kanton aan te wijzen door den vrederechter belast met den dienst in dit kanton.

Uw Commissie heeft zich eenparig aangesloten bij deze bepaling van het ontwerp.

II.

ART. 90. — *Vaststelling van het aantal kiezers per kiesbureel.*

De Commissie meent dat het voorzichtig ware bij de aanstaande verkiezingen de bepaling van lid 2 van artikel 90 niet toe te passen, daar het te laattijdig werd ontworpen om vanaf dit jaar in werking te treden. Zij stelt voor aan het ontwerp een artikel 242 toe te voegen luidende :

« De bepaling van lid 2 van artikel 90 is niet van toepassing op de indeeling der kiezers in stemafdeelingen, voor de gewone verkiezingen in 1929. »

III.

— ART. 92. — *Rechtvaardiging van het stemrecht van sommige leden van het leger.*

Voorgesteld door een lid der Commissie, werd volgende meer duidelijke tekst aangenomen ter vervanging van lid 4 van artikel 92 van het ontwerp :

« Dertig dagen vóór de verkiezing of, in geval van buitengewone verkiezing, zoo spoedig mogelijk wordt persoonlijk aan elk der onderofficieren, korporaals en soldaten onder hunne bevelen die uiterlijk op 1 Maart van het jaar dat de lijsten voor die verkiezing van kracht worden den leeftijd van een en twintig jaar hebben bereikt of bereiken, door de korpsoversten een getuigschrift afgeleverd waaruit blijkt dat de belanghebbende op den voor de stemming bepaalden dag ten minste drie jaar actieven dienst telt. Deze getuigschriften, die... enz. »

IV.

ART. 89, 148, 150, 152, 155, 147, 161.
Stemopneming.

De ontworpen wijzigingen leveren

geen groot belang op en hebben geen bezwaar uitgelokt.

Artikel 157 echter, waarbij als geldig wordt aanzien het bulletijn dat te gelijk een stemming bovenaan een lijst en een voorkeurstem voor een der kandidaten dezer lijst draagt, en dat besluit dat in dergelijk geval de voorkeurstem alleen in aanmerking komt, gaf aanleiding tot een belangwekkende bespreking. Een lid bracht tegen deze nieuwe bepaling in dat zij indruischt tegen de beginselen van de evenredige vertegenwoordiging. Wie bovenaan een lijst stemt, brengt niet alleen een stem uit voor een partij, hij keurt ook de volgorde goed van de kandidaten der lijst. Integendeel, wie nevens den naam van een kandidaat der lijst stemt, keurt de volgorde der kandidaten op die lijst af, hoewel hij een partijstemming uitbrengt. Te gelijk bovenaan een lijst stemmen en nevens den naam van een der kandidaten, is dus twee tegenstrijdige stemmingen uitbrengen.

Ziehier bovendien wat in dit opzicht Minister Van den Heuvel zegde. (Zie Scheyven, *Droit électoral*, deel IX, bl. 655):

« In het oorspronkelijk ontwerp van de Regeering zooals in het onderhavig ontwerp, is het van belang den kiezer vrij te laten op vier verschillende wijzen te stemmen. De kiezer moet kunnen te kennen geven dat hij de volgorde der titelvoerders en der plaatsvervangers goedkeurt. Is dit het geval, dan stemt hij bovenaan de lijst. Hij moet kunnen te kennen geven dat hij slechts een van beide volgorden aanneemt en ook dat hij ze beide verwerpt. Aanvaardt hij de volgorde voor de titelvoerders en niet deze der plaatsvervangers, dan stemt hij op den naam van een der plaatsvervangers. Aanvaardt hij de volgorde der plaatsvervangers, doch niet deze der titelvoerders, dan stemt hij op naam van een der titelvoerders. Wil hij en de volgorde der titelvoerders en deze der plaatsvervangers wijzigen, dan kan hij stemmen op naam van een der titel-

voerders en op naam van een der plaatsvervangende kandidaten. Ziedaar de vier wijzen van stemmen.

« In het oorspronkelijk ontwerp kon de kiezer, die de volgorde der titelvoerders aannam of van zin was deze der plaatsvervangers te verwerpen of te wijzigen, twee stipjes zwart maken, eerst bovenaan de lijst en vervolgens nevens een plaatsvervanger. In het gemendeerd ontwerp werd in dit opzicht een wijziging ingelascht. Het is niet meer noodig dat deze kiezer die alleen de volgorde der plaatsvervangers wil wijzigen bovenaan de lijst stemt, hij mag er zich bij bepalen nevens den plaatsvervanger te stemmen.

» De heer VANDERVELDE. — Hij mag de twee doen.

» De heer VANDEN HEUVEL. — Toch niet! en ziehier waarom.

» De Regeering heeft die wijziging ingelascht om twee redenen. Vooreerst om de verrichtingen te vereenvoudigen en den kiezer toe te laten een betekenis aan zijn stemming te geven met een enkel stipje zwart te maken wanneer een enkel stipje volstaat. Vervolgens, om sommige bezwaren te voorkomen, vreesde de Regeering dat, indien men voor den kiezer die alleen de volgorde der plaatsvervangers wilde wijzigen, de verplichtingen handhaafde en bovenaan de lijst en op naam van een plaatsvervanger te stemmen, dit stelsel in den geest van veel burgers een zekere verwarring zou stichten. De kiezer zou kunnen gelooven dat hij ook bovenaan de lijst en op naam van een titelvoerder mag stemmen.

» Om de burgers tegen elke vergissing te behoeden, heeft de Regeering besloten een eenvoudiger en logischer stelsel voor te leggen. Den kiezer wordt voorgehouden dat hij ofwel bovenaan mag stemmen en dan aanvaardt hij de twee volgorden, ofwel op naam mag stemmen en dat hij alsdan de volgorde wijzigt. »

In tegenstelling met deze gegevens, neemt het ontwerp van de Regeering de geldigheid aan der stemming bovenaan de lijst en op naam van een kandidaat, met dit voorbehoud evenwel dat alleen de stemming nevens den naam in aanmerking komt. Zij wordt in rekening gebracht volgens de regelen der voorstemmen.

De reden dezer wijziging was waarschijnlijk dat tamelijk talrijke stemmingen uitgebracht bovenaan de lijst en nevens den naam van een titelvoerder of een plaatsvervanger, krachtens de bepalingen van het Kieswetboek, als ongeldig moesten aanzien worden, hoewel zij niet het teeken waren van eenig bedrieglijk inzicht. Drie leden der Commissie hebben zich bij de voorgestelde wijziging aangesloten.

V.

ART. 94. — *Opdracht van het hoofdbureel.*

Dit artikel, dat de artikelen 142 en 146, laatste lid, van het Kieswetboek wijzigt of samenschakelt, heeft geen bezwaar uitgelokt.

VI.

ARTT. 101 en 126. — *Presentiegeld*

Een lid stelde voor dat het presentiegeld zou gebracht worden op zeven maal het bedrag van 1914. Hoewel deze verhooging aan sommige leden overdreven voorkwam, werd het voorstel door de meerderheid der Commissie aangenomen.

VII.

ART. 102. — *Afschaffing van de aanplakking van de lijst der stembureelen.*

Zeër terecht en om de groote druk- en

aanplakkingskosten te vermijden, schaft het ontwerp de verplichting af waarbij lid 3 van artikel 150 van het Kieswetboek de verplichting voorziet bij wijze van aanplakking de stembureelen kenbaar te maken. Deze maatregel, doelmatig te vervangen door de bepalingen van artikel 201 van het ontwerp, zal stellig door het Parlement goedgekeurd worden.

VIII.

ARTT. 115 tot 119; 126 tot 129;
133 tot 135 en 137.

Voordracht van kandidaten.

A. — ART. 116.

1. Paragraaf 7 van dit artikel schrijft voor dat, zoo voordragende kiezers niet op de lijsten der gemeente, hoofdplaats van arrondissement, vermeld staan, bij de voordrachtsakte een uittreksel wordt gevoegd uit de kiezerslijst der gemeente, waar zij zijn ingeschreven.

De reden hiervan is dat het hoofdbureel, in het bezit zijnde van de kiezerslijsten der gemeente, hoofdplaats van arrondissement, in staat is over te gaan tot het onderzoek van de hoedanigheid van kiezer der voordragenden die in de hoofdplaats zijn gehuisvest, hetgeen niet het geval is voor de voordragenden uit de overige gemeenten van het arrondissement.

2. Paragraaf 9 verplicht de aanvaardende kandidaten bij hunne verklaring tot aanvaarding een uittreksel uit hun geboorteakte te voegen.

Uwe Commissie oordeelt dat deze formaliteit, die de aanvaardende kandidaten kan verplichten tot stappen die het korte tijdsbestek, dat hun hiervoor wordt gegund, niet zou mogelijk maken, des te overbodiger is daar het niet aan het hoofdbureel behoort uitspraak te doen over de verkiesbaarheid der kandidaten (art. 120, § 1).

Eenparig stelt uwe Commissie u voor deze formaliteit te doen wegvallen.

3. Uwe Commissie is de meening toegedaan dat het twaalfde lid van het artikel zou dienen aangevuld en gesteld als volgt:

« Zij mogen, in dezelfde akte, een getuige en een plaatsvervangend getuige aanwijzen, om de bij de artikelen 119, 125 en 163 voorziene zittingen van het hoofdbureel bij te wonen en, indien kandidaten, in afzonderlijke aanvaardingsakten, verschillende personen mochten aangewezen hebben, komen alleen in aanmerking de aanwijzingen onderteekend door den eersten kandidaat in de volgorde der voordracht. Lid 3 van artikel 131 is niet van toepassing op bewuste getuigen. Deze hebben het recht hun opmerkingen in de processen-verbaal te doen inlasschen. »

B. — ART. 118.

Aangaande het tweede lid van dit artikel heeft een lid der Commissie een amendement ingediend er toe strekkend dit lid te doen wegvallen.

Artikel 256, paragraaf 2, van het Kieswetboek luidt dat : « Niemand tevens in meer dan een kiescollege mag voorgedragen worden ». Welnu, deze zeer wijze bepaling, zooals het geachte lid toegeeft, wordt omgeworpen door het ontwerp dat bij artikel 118, paragraaf 2, aanneemt dat een titelvoerende kandidaat in een kiescollege opvolger mag zijn voor een der beide Kamers in een tweede college.

Deze bepaling, die de deur openstelt voor veelvuldige voordrachten, is volgens dit lid gevaarlijk, het beginsel werd trouwens in 1899 door de Kamers verworpen en bedoeld lid heeft aan de Commissie voorgesteld het af te wijzen.

Eenparig heeft de Commissie zich bij het advies van den geachten collega aangesloten en heeft zij goedgekeurd in artikel 118, de woorden te doen wegvallen « of opvolger voor de eene of de andere Kamer in een tweede college ».

G. — ART. 136.

Het eerste lid luidt :

« De groepeeringsverklaringen moeten, minstens door een der onderteeke-
naars, aan den voorzitter van het cen-
traal provinciaal bureel afgegeven wor-
den ... ».

Uwe Commissie legt deze bepaling aldus uit dat het volstaat dat een enkele der onderteeke-
naars van de groepeerings-
verklaringen der verschillende verwante
arrondissementen bij den voorzitter van
het provinciaal bureel de verklaring
der gegroepeerde lijsten indient. Het is
dus niet noodig dat een onderteeke-
naar per arrondissement deze verklaring in-
dient.

De Commissie hoopt dat de Minister deze interpretatie door eene uitdrukke-
lijke verklaring zal bekrachtigen.

IX.

ARTT. 117. en 171. — *Verhooging van
het aantal opvolgers.*

Ingaande op een wensch herhaalde-
lijk in het Parlement uitgedrukt, en
om zooveel mogelijk gedeeltelijke ver-
kiezingen te voorkomen, verhoogt dit
ontwerp het aantal kandidaten opvol-
gers die bij elke verkiezing moeten
worden voorgedragen en het aantal
kandidaten opvolgers die verkozen moe-
ten worden verklaard (art. 171).

Eensgezind stelt de Commissie voor
de bepalingen van deze artikelen aan te
nemen.

X.

ART. 120. — *Voordracht van onverkies-
baren.*

Artikel 120 huldigt in zijn lid 2 een
belangrijke nieuwigheid.

Na in lid 1 te hebben bepaald dat het
hoofdbureel niet over de verkiesbaar-

heid der kandidaten uitspraak kan doen,
dat « de voorzitter van het
hoofdbureel, van de aangenomen lijsten,
ambtshalve of op reclamatie, de namen
der kandidaten schrapt, die, wegens
eene veroordeeling tot crimineele straf
van het verkiesbaarheidsrecht ontzet
zijn. »

De Memorie van Toelichting zegt
dienaangaande : « Deze maatregel laat
niet toe al de kandidaten, waarvan de
onverkiesbaarheid nochtans van alge-
meene bekendheid mocht zijn, te weren :
alleen de kandidaten die, wegens een
crimineele veroordeeling, van het recht
van verkiesbaarheid ontzet zijn, mogen
geschrapt worden. »

Is zelfs binnen deze grenzen, het ont-
werp niet in strijd met artikel 34 der
Grondwet, dat aan elke Kamer het recht
voorbehoudt de geloofsbrieven harer
leden te onderzoeken en uitspraak te
doen over de geschillen die mochten
oprijzen ?

Wanneer de rechterlijke macht een
beklaagde straft met een straf die on-
verkiesbaarheid na zich sleept, dan han-
delt zij in de volheid van de bevoegd-
heid die de wet haar toekent en hare
beslissing moet door de Wetgevende
Macht worden geëerbiedigd, uit hoofde
van het principie van de zelfstandigheid
der Staatsmachten. Zoo de Kamers het
volstrekte recht hebben de geloofs-
brieven der verkozenen te onderzoeken,
dan is dat wel op voorwaarde dat kun-
nen verkozen worden degenen die zich
voordragen, Wanneer echter de rechter-
lijke macht, krachtens de wetten van
het Belgische volk, een burger met
onverkiesbaarheid straft, dan gaat het
niet op dat een andere macht derge-
lijke beslissing zou te niet doen. Nog
veel minder zou men begrijpen dat de
veroordeelde, ondanks het gewijsde, het
recht zou hebben zijn candidatuur voor
te dragen. En hier kan geen kwestie zijn
van onderzoek van geloofsbrieven, om-
dat krachtens een onheroepelijke en
soevereine rechtsbeslissing, zulk recht

niet kan worden begeben aan een veroordeelde die uit zijn recht van verkiesbaarheid werd ontzet.

Ook stelt uwe Commissie eensgezind voor artikel 120, lid 2, van het ontwerp goed te keuren.

XI.

ARTT. 127 EN 128. — *Candidatenlijsten.*

Uwe Commissie stelt voor dat aan den tekst van artikel 127, lid 1, de volgende woorden zouden worden toegevoegd: « Overeenkomstig het bij deze wet gevoegde model II », en dat een nieuw lid moet luiden:

« De kandidatenlijst wordt onmiddellijk in al de gemeenten van het college angeplakt.

» Op het aanplakbiljet staan in vette zwarte letters, de namen van de kandidaten naar den vorm van het stembiljet, zooals hierna vastgesteld, alsmede hun voornamen, beroep en woonplaats. De bij dit Wetboek gaande onderrichtingen — model I — staan er insgelijks op.

» Te rekenen van den vijftienden dag vóór de stemming, deelt de voorzitter van het hoofdbureel, aan de kandidaten en, desgevraagd, aan de kiezersvoordragers, de officiële kandidatenlijst mede ».

Buitendien zou artikel 128 door den volgenden tekst moeten worden aangevuld die tusschen lid 2 en lid 3 zou moeten worden ingevoegd:

« Wanneer, wegens het groot getal regelmatig voorgedragen kandidatenlijsten, aan iedere onvolledige lijst op het stembiljet geen afzonderlijke kolom kan worden toegewezen, kan het bureel beslissen dat twee of meer onvolledige lijsten in een en zelfde kolom worden gebracht. In dit geval, wordt de rang-

schikkingsorde der onvolledige lijsten op het stembiljet bij een voor deze lijsten bijzondere loting vastgesteld ».

XII.

ARTT. 142 EN 147. — *Verrichtingen van de stemming.*

1^o De bepaling van artikel 142 heeft geen verzet uitgelokt.

2^o Artikel 147, lid 5, behelst eene leemte. De tekst moet worden voorafgegaan door de woorden: « In geval van gelijktijdige verkiezing voor den Senaat en voor de Kamer der Volksvertegenwoordigers ».

XIII.

ARTT. 151 EN 161. — *De stemopneming.*

Eenparig stelt de Commissie, die gekant is tegen de nieuwigheden ingevoerd bij artikel 151 en bij het voorlaatste lid van artikel 161, U voor deze bepalingen te doen wegvallen, daar zij worden beschouwd als zijnde van dien aard dat zij nutteloos de stemopneming ingewikkeld maken.

ARTT. 162 EN 175. — *Terugzenden der stukken die gediend hebben voor de verkiezing.*

Eens de stemming en stemopneming gedaan, moeten de voorzitters van bureelen de stukken overmaken aan het postbureel, aan den gouverneur der provincie een aan de griffie van het vrederecht.

Zoo het onontbeerlijk is dat het proces-verbaal van de stemopneming en de lijst der afwezigen worden overgemaakt aan de post om te worden toegezonden aan den voorzitter van het hoofdbureel en aan den vrederechter, zouden dan al de overige stukken betreffende de verkiezing niet kunnen worden

verzameld in een enkel collo om te worden overgemaakt aan het hoofdbureel vanwaar zij zouden worden toegestuurd aan den bevoegden bestemming? Het verzenden der stukken zou, volgens den wensch der Commissie, zooveel mogelijk dienen vereenvoudigd. Na een dag van werkzaamheden, die eene gestadige aandacht vergen, zouden de voorzitters van een bureel niet meer mogen verplicht worden over te gaan tot eene steeds vervelende klasseering van stukken. De Commissie vestigt hierop de welwillende aandacht van den bevoegden Minister.

XIV.

ARTT. 215 en 222. — *Verkiezing van de door den Senaat benoemde senatoren en van de provinciale senatoren.*

Deze bepalingen werden door uwe Commissie goedgekeurd.

XV.

ARTT. 236 en 240. — *Ambtsaanvaarding van volksvertegenwoordigers en senatoren en datum der eerste vernieuwing van eene Kamer verkozen na eene ontbinding.*

Deze artikelen werden zonder opmerking goedgekeurd.

Onder voorbehoud der hieraan toegevoegde amendementen, heeft de Commissie de eer, Mevrouw, Mijne Heeren, aan den Senaat voor te stellen het wetsontwerp goed te keuren.

De Voorzitter,
Burggraaf P. BERRYER.

De Verslaggever,
A. LIGY.

**Amendements
présentés par la Commission.**

ART. 92.

Rédiger l'alinéa 4 de l'article comme suit :

« Trente jours avant l'élection ou, en cas d'élection extraordinaire, dans le plus bref délai possible, les chefs de corps délivrent individuellement pour chacun des sous-officiers, caporaux et soldats placés sous leurs ordres, qui ont atteint ou atteindront l'âge de vingt et un ans au plus tard le 1^{er} mai de l'année de la mise en vigueur des listes qui serviront à l'élection, un certificat constatant que l'intéressé compte au moins trois ans de service actif au jour fixé pour le scrutin. Ces certificats qui indiqueront les nom, prénoms, date de nais-

**Amendementen
door de Commissie voorgesteld.**

ART. 92.

Lid 4 van het artikel te doen luiden :

«Dertig dagen vóór de verkiezing of, in geval van buitengewone verkiezing, zoo spoedig mogelijk, wordt persoonlijk aan elk der onderofficieren, korporaals en soldaten onder hunne bevelen, die uiterlijk op 1 Maart van het jaar dat de lijsten voor die verkiezing van kracht worden den leeftijd van een en twintig jaar hebben bereikt of bereiken, door de korpsoversten een getuigschrift afgeleverd waaruit blijkt dat de belanghebbende op den voor de stemming bepaalden dag ten minste drie jaar actieven dienst telt. Deze getuigschriften, die

sance et domicile du militaire seront transmis au bourgmestre de la commune où il est domicilié. »

ART. 101 et 126.

Remplacer les mots « vingt » et « quarante » par les mots : « trente-cinq » et « septante ».

ART. 116.

1^o Supprimer à l'article 9 les mots : « ... et à laquelle est joint un extrait de leur acte de naissance »;

2^o Rédiger comme suit l'alinéa 12 :

« Ils peuvent, dans le même acte, désigner un témoin et un témoin suppléant pour assister aux séances du bureau principal prévues aux articles 119, 125 et 163, et si des candidats avaient, dans des actes d'acceptation séparés, désigné des personnes différentes, les désignations signées par le candidat le premier en rang dans l'ordre de présentation, seraient seules prises en considération. L'alinéa 3 de l'article 131 n'est pas applicable à ces témoins. Ceux-ci ont le droit de faire insérer leurs observations dans les procès-verbaux. »

ART. 118.

Supprimer à l'alinéa 2 les mots :

« ... ou candidat suppléant pour l'une ou pour l'autre Chambre dans un second collège. »

ART. 127.

1^o Ajouter à l'alinéa 1^{er} les mots :

« ... conformément au modèle II annexé au présent Code. »

naam, voornamen, geboortedatum en domicile van den militair vermelden, worden overgemaakt aan den burgemeester van de gemeente waar hij zijn domicile heeft ».

ART. 101 en 126.

De woorden « twintig » en « veertig » te onvangen door : « vijf en dertig » en « zeventig ».

ART. 116.

1^o In lid 9 de woorden : « ... en waarbij een uittreksel uit hun geboorteakte wordt gevoegd », te doen wegvallen.

2^o Lid 12 te doen luiden :

« Zij mogen, in dezelfde akte, een getuige en een plaatsvervangend getuige aanwijzen, om de bij de artikelen 119, 125 en 163 voorziene zittingen van het hoofdbureel bij te wonen en, indien kandidaten, in afzonderlijke aanvaardingsakten, verschillende personen mochten aangewezen hebben, komen alleen in aanmerking de aanwijzingen ondertekend door den eersten kandidaat in de volgorde der voordracht. Lid 3 van artikel 131 is niet van toepassing op deze getuigen. Deze hebben het recht hun opmerkingen in de processen-verbaal te doen inlasschen. »

ART. 118.

In lid 2 de woorden :

« ... of opvolger voor de eene of andere Kamer in een tweede college », te doen wegvallen. »

ART. 127.

1^o Aan lid 1 de woorden :

« ... overeenkomstig het bij deze wet gevoegde model II toe te voegen. »

2^o Ajouter un alinéa 2 conçu comme suit :

« La liste des candidats est immédiatement affichée dans toutes les communes du collège. L'affiche reproduit, en gros caractères, à l'encre noire, les noms des candidats, en la forme du bulletin électoral tel qu'il est déterminé ci-après, ainsi que leurs prénoms, profession et domicile. Elle reproduit aussi l'instruction I annexée à la présente loi. A partir du quinzième jour précédant celui du scrutin, le président du bureau principal communique la liste officielle des candidats à ceux-ci et aux électeurs qui les ont présentés, s'ils le demandent. »

ART. 128.

Intercaler entre les alinéas 2 et 3 le texte suivant :

« Lorsqu'à raison de la multiplicité des listes de candidats régulièrement présentées, il est impossible de réserver une colonne distincte du bulletin à chaque liste incomplète, le bureau peut décider que deux ou plusieurs listes incomplètes figureront dans une seule et même colonne. Dans ce cas, l'ordre de classement des listes incomplètes sur le bulletin de vote est déterminé par un tirage au sort spécial à ces listes. »

ART. 141.

Remplacer les mots : « de l'État » par les mots : « de la Société nationale des Chemins de fer belges ».

ART. 147.

Faire précéder l'alinéa 5 des mots :

« En cas d'élection simultanée pour le Sénat et la Chambre des Représentants... »

2^o Een lid toe te voegen luidende :

« De kandidatenlijst wordt onmiddellijk in al de gemeenten van het college aangeplakt. Op het aanplakbiljet staan, in vette zwarte letters, de namen van de kandidaten, naar den vorm van het stembiljet, zooals hierna vastgesteld, alsmede hun voornamen, beroep en woonplaats. De bij dit Wetboek gaande onderrichtingen — model I — staan er insgelijks op. Te rekenen van den vijftienden dag vóór de stemming, deelt de voorzitter van het hoofdbureel, aan de kandidaten en, desgevraagd, aan de kiezers-voordragers, de officieele kandidatenlijst mede. »

ART. 128.

Tusschen lid 2 en lid 3 den volgenden tekst in te voegen :

« Wanneer, wegens het groot getal regelmatig voorgedragen kandidatenlijsten, aan iedere onvolledige lijst op het stembiljet geen afzonderlijke kolom kan worden toegewezen, kan het bureel beslissen dat twee of meer onvolledige lijsten in een en zelfde kolom worden gebracht. In dit geval, wordt de rangschikingsorde der onvolledige lijsten op het stembiljet bij een voor deze lijsten bijzondere loting vastgesteld. »

ART. 141.

De Vlaamsche tekst blijft ongewijzigd.

ART. 147.

Den aanhef van lid 5 te doen luiden :

« In geval van gelijktijdige verkiezing voor Senaat en Kamer der Volksvertegenwoordigers worden bovenvermelde verrichtingen afzonderlijk... »

ART. 148.

Supprimer le dernier alinéa de l'article.

ART. 151.

Supprimer l'article.

ART. 161.

Supprimer l'alinéa 11 (pénultième).

ART. 210.

Supprimer le 6^e alinéa.

ART. 242 (nouveau).

La disposition de l'alinéa 2 de l'article 90 ne sera pas applicable à la répartition des électeurs en sections de vote en vue des élections ordinaires de 1929.

ART. 148.

Het laatste lid te doen wegvallen.

ART. 151.

Dit artikel te doen wegvallen.

ART. 161.

Lid 11 te doen wegvallen.

ART. 210.

Lid 6 te doen wegvallen.

ART. 242 (nieuw).

De bepaling van lid 2 van artikel 90 is niet van toepassing op de indeeling der kiezers in stemafdeelingen, voor de gewone verkiezingen in 1929.